

## Rapport de Groupe

Russie : la Fédération en guerre.

« Sphère d'influence immédiate »

QUESTIE 2025

Léane Vanier  
Clara Marjoux  
Médéric Sandeau  
Mathilde Libéral  
Christophe Deveau  
Théo Gapihan

## Sommaire

Sommaire.....	2
Executive Summary.....	3
Introduction.....	5
I. Protéger « l'espace vital » de la Russie : contrôler le voisinage stratégique .....	6
A. La diplomatie coercitive au cœur de la stratégie Russe en ex-URSS.....	6
B. Ingérences politiques et manœuvres de désinformation dans le voisinage stratégique .	8
C. Créer des dépendances structurelles : un levier de pression bilatérale.....	9
II. Imposer la Russie comme leader incontesté de l'ordre régional eurasiatique .....	10
A. Créer un espace institutionnel « pro-russe » .....	10
B. Le discours anti-occidental comme levier de rassemblement.....	12
C. Affirmer une identité eurasiatique commune .....	13
Annexes .....	15
Bibliographie.....	17

## Executive Summary

A partir des années 2000, et avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, la Russie se positionne comme protecteur du « monde russe face à un Occident qualifié de « décadent ». Vladimir Poutine institutionnalise le terme de « Russkiy Mir » (« Monde russe ») dès 2001 lors du Premier Congrès Mondial des Patriotes Russes vivant à l'étranger : « La notion du monde russe s'étend loin des frontières géographiques de la Russie et même loin des frontières de l'ethnie russe » ([R. Young, 2022](#)).

Dès l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, la politique étrangère russe se durcit et s'oriente vers la restauration de l'influence de Moscou sur son étranger proche et l'affirmation de la puissance eurasiatique. L'intervention militaire en Ukraine en 2022 s'inscrit dans cette continuité et marque le point culminant de cette politique.

La première approche repose sur la sécurisation du territoire et le contrôle du voisinage stratégique. Pour ce faire, la Russie mobilise plusieurs instruments : une présence militaire affirmée, le soutien à des régimes partenaires et le recours à la force. L'intervention en Ukraine s'inscrit dans cette logique.

À ces moyens s'ajoutent des actions d'influence, notamment au travers de campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux et de tentatives d'ingérence électorale, observées en particulier en Géorgie et en Moldavie. Dans le même temps, Moscou entretient des dépendances structurelles diverses. Ces dernières se matérialisent notamment par des pressions économiques et énergétiques qui assujettissent durablement la Moldavie ou encore la Biélorussie. Cette stratégie permet de réduire la marge de manœuvre de ces pays et de freiner leur rapprochement avec l'Ouest.

Le second axe de la stratégie consiste à projeter la Russie comme leader incontesté de l'ordre régional eurasiatique. Sur le plan institutionnel, la Communauté des Etats Indépendants (CEI), l'Union Économique Eurasiatique (UEE) et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) structurent un espace d'influence formalisé. Ces cadres multilatéraux légitiment le leadership russe en Eurasie. En outre, le discours anti-occidental appuie également cette posture en présentant l'Occident comme un source de déstabilisation, tandis que la Russie assume le rôle de rempart et d'alternative. Cette narration est par la suite relayée et amplifiée par le Bélarus. Enfin, en se définissant comme un « État civilisation », protecteur des populations russophones, la Russie fait la promotion d'une identité eurasiatique commune, perçue comme une alternative crédible à l'Occident.

Sur le plan méthodologique, la réflexion s'articule autour de trois axes. Le premier adopte une approche spatiale, visant à définir la notion « d'étranger proche » au regard de la Russie contemporaine. Trois échelles géographiques peuvent ainsi être distinguées : les pays de l'ex-Union soviétique, les pays non soviétiques constituant un enjeu stratégique pour sa politique étrangère, et les pays sous influence de l'OTAN mais représentant potentiellement une menace pour sa sécurité. Le deuxième axe se concentre sur la temporalité du sujet, de 2022 à 2025 en analysant la manière dont le début de la guerre en Ukraine, constitue une mise en évidence et une clarification de la stratégie diplomatique russe. Il apparaît également nécessaire d'évoquer la chute de l'URSS, laquelle marque

les fondements politiques et doctrinaux de sa politique étrangère contemporaine. Enfin, un troisième axe de réflexion se concentre sur les objectifs prioritaires de la Russie, en matière diplomatique, et les moyens d'actions mis en œuvre par cette dernière envers son voisinage. Sera ainsi abordé la diplomatie coercitive d'une part, et la diplomatie multilatérale d'autre part.

Concernant la bibliographie, elles se basent sur trois types de sources : institutionnelles, médiatiques et doctrinales. Des sources occidentales, russes et eurasiatiques ont été consultées. D'une part, l'analyse s'appuie sur des rapports officiels du gouvernement russe et d'autres gouvernements régionaux « pro-russe », des documents doctrinaux et des sources médiatiques russes. D'autre part, des rapports issus d'instituts de recherche occidentaux tels que l'IFRI, Institut Montaigne, l'IHEDN ou encore le German Economic Team ont été exploités. Des sources médiatiques occidentales telles que Le Monde, France Culture, Reuters ou encore EuroNews ont été consultées. La forte médiatisation du sujet a permis de mobiliser une grande diversité de sources afin de confronter les points de vue, l'information sur ce thème demeurant aisément accessible.

## Introduction

En 1991, avec la chute de l'URSS et les indépendances successives des républiques soviétiques, la Fédération de Russie est face à un double enjeu : d'une part, assurer son indépendance et sa sécurité nationale, et d'autre part maintenir une influence globale sur les ex-républiques soviétiques pour se positionner en tant que leader d'une puissance régionale eurasiatique. Avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000, la politique étrangère de la Russie se durcit, et cela s'explique notamment par une instabilité politique et socio-économique interne. L'image de Boris Eltsine est dégradée, accentuant le sentiment « d'humiliation » vécu par la Russie depuis la fin de la Guerre Froide. Il y a également un effondrement économique et social sans précédent et le pays peine à sortir de la crise. Le rôle dominant des oligarques sous la présidence de B. Eltsine prend également fin avec l'arrivée de V. Poutine. Ce dernier justifie le durcissement de la politique en place par sa volonté de restaurer la stabilité interne et l'autorité de l'Etat russe. La politique poutinienne prend encore un nouveau tournant en 2022 avec le début de la guerre en Ukraine. Ce conflit reconsidère l'ordre régional eurasiatique et la place qu'y occupe la Russie. Le 31 mars 2023, le Ministère russe des Affaires étrangères publie le Concept de Politique étrangère de la Fédération de Russie, un document de 42 pages qui présente une version plus radicale et actualisée de sa doctrine de politique étrangère où Moscou est présenté comme rempart du « monde russe » opposé à l'Occident « décadent » ([Gouvernement Russie, 2023](#)).

En termes de politique étrangère, la Russie accorde une attention particulière à ses pays voisins jugés stratégiques pour sa sécurité nationale et la projection de sa puissance. Il convient de considérer le voisinage stratégique de la Russie à trois échelles distinctes : son « étranger proche » au sens doctrinal strict, tel qu'énoncé par la doctrine d'Evgueni Primakov, ancien ministre des Affaires étrangères de 1996 à 1998 ([Chamontin, 2024](#)). Selon lui, la Russie a un droit de regard privilégié sur les anciennes républiques socialistes soviétiques. Ces dernières sont l'Arménie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldavie. Il paraît également pertinent de considérer un voisinage stratégique plus élargi, comprenant des États non-soviétiques mais qui présentent des atouts stratégiques majeurs pour Moscou dans sa région eurasiatique. La Mongolie, la Serbie et la Roumanie sont alors intégrées dans ce cadre spatial. Enfin, une troisième manière d'appréhender le voisinage stratégique de Moscou est la prise en compte des pays frontaliers de la Russie mais sous influence de l'OTAN. Ces derniers ne constituent pas un objectif d'influence direct par la Russie mais conditionnent sa sécurité, expliquant ainsi leur intérêt stratégique. Sont considérées dans ce cadre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Finlande. Les objectifs de la Russie sont triples : sécuriser, contrôler et influencer. Sécuriser « l'espace vital » russe, contrôler les politiques internes des pays de son voisinage stratégique, et développer sa logique expansionniste pour imposer un ordre régional eurasiatique dominé par la Russie, en concurrence directe avec l'Occident. Les moyens diplomatiques mis en œuvre répondent à deux logiques distinctes mais complémentaires : une logique de contrôle et de domination par la diplomatie coercitive, et une logique d'intégration et d'institutionnalisation régionale « pro-russe » par la diplomatie multilatérale.

Ces deux logiques invitent à étudier comment la Russie articule sa politique étrangère entre contrôle de son voisinage stratégique et affirmation de sa puissance régionale eurasiatique.

Dans un premier temps, l'analyse portera sur la priorité accordée par la Russie à la protection de son « espace vital », notamment à travers le contrôle de son voisinage stratégique. Cette première partie montrera en quoi la diplomatie coercitive constitue un pilier central de la stratégie russe dans l'espace post-soviétique, comment les ingérences politiques et les manœuvres de désinformation sont mises en œuvre dans ce voisinage, et de quelle manière la création de dépendances structurelles représente un levier de pression bilatérale majeur. Dans un second temps, il sera question d'étudier la manière dont la politique étrangère russe cherche à se projeter comme une puissance dominante à l'échelle régionale eurasiatique. Cette seconde partie mettra en évidence la volonté de Moscou de structurer un espace institutionnel « pro-russe » par le biais de la diplomatie multilatérale. Elle abordera également le rôle du discours anti-occidental comme facteur de rassemblement, avant d'analyser l'affirmation d'une identité eurasiatique commune, dans laquelle la Russie se positionne comme un « État-civilisation ».

## I. Protéger « l'espace vital » de la Russie : contrôler le voisinage stratégique

La politique étrangère de Moscou se fixe comme priorité de protéger « l'espace vital » de la Russie, et cela passe par le contrôle indirect de son voisinage stratégique. La diplomatie coercitive constitue en ce sens un outil stratégique de premier plan.

### A. La diplomatie coercitive au cœur de la stratégie Russe en ex-URSS

L'invasion de l'Ukraine en février 2022 concrétise le changement de priorité de l'Etat russe. La Russie sort en effet définitivement de la dynamique du “ bal des nations” post Guerre Froide pour laisser place au retour d'une diplomatie coercitive envers son étranger proche, quitte à s'isoler du reste du monde. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir au début des années 2000, la politique étrangère de la Russie intègre pleinement la volonté de conserver une mainmise sur les pays de l'ex-URSS, considérés comme son voisinage stratégique direct. Cette diplomatie se matérialise par des contraintes économiques, énergétiques et militaires et s'applique à trois niveaux distincts : une interdépendance entre Etats dirigés par le Kremlin, la satellisation de ces Etats au service de la politique étrangère russe, et un recours à la force comme concrétisation des pressions gouvernementales sur « l'étranger proche » russe.

Appréhender la diplomatie russe passe par la compréhension d'une relation complexe qui unit la Russie à son étranger proche. Lors de la chute de l'URSS, les Etats gagnent leur indépendance mais restent assujettis à la Russie par manque de moyens. Moscou veut de son côté maintenir son contrôle sécuritaire dans la région. La Russie conserve aujourd'hui cette mainmise : l'étranger proche « accepte

l'hégémonie russe » en échange de garanties sécuritaires. En 1993, le président Boris Eltsine déclare la Russie garante de la protection des Etats de l'ex-URSS. Conformément à la tradition fédérale russe, les Etats voisins possèdent une indépendance relative, du fait de l'impérialisme inhérent qui lie la Russie à son voisinage stratégique. Moscou s'octroie en effet un droit de veto sur les décisions de ses voisins en matière de stratégie militaire, et se conçoit comme responsable du maintien de la sécurité dans la région, y compris par le recours à la force. Concrètement, la « Loi sur la défense » du 31 mai 1996 permet à la Russie d'intervenir militairement chez ses voisins en cas de menace de son territoire ou celui de ses alliés. Cette loi est renforcée en 2009 par un amendement autorisant un soutien armé à la demande d'un autre pays si ses soldats y sont menacés ou agressés. Cet encadrement juridique matérialise le système de dépendance sécuritaire imposé par la Russie ([Geoconfluence, 2022](#)).

Moscou renforce également son hégémonie régionale en faisant des Etats relevant de son « étranger proche » des relais directs de sa puissance. Concernant ces relais, Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie/NEI de l'Ifri explique que la guerre en Ukraine a révélé « *le caractère critique [des liens entre l'Ukraine et] la Russie [sur les] plans économique, énergétique et sécuritaire* » ([Kastouéva-jean, 2023](#)). Les relations historiques entre la Russie et ses anciens satellites soviétiques sont aujourd'hui ébranlés par le conflit ukrainien. Ces Etats sont contraints de se rapprocher de la Russie en raison d'une économie de maillage qui les rend dépendants. Le cas du *Caspian Pipeline Consortium* qui traverse le Kazakhstan, illustre bien cette domination russe. Certes, ce pipeline se trouve sur le territoire ouzbek mais la sécurité et le fonctionnement de ce dernier dépendent exclusivement des autorités russes. Cela confère à Moscou un levier économique, sécuritaire et juridique stratégique, lui permettant d'exercer une pression politique et diplomatique sur son voisin kazakh. En outre, le Tadjikistan et le Kirghizistan présentent quant à eux une forte dépendance économique envers la Russie : 32% et 27% de leur PIB respectif se basent sur les transferts de fonds liés à leurs ressortissants travaillant en Russie ([Asia-Plus, s.d.](#)). Cet exemple témoigne de la capacité de la Russie à contraindre politiquement et diplomatiquement ses alliés grâce à son impact sur leurs économies respectives.

Enfin, l'histoire récente montre des exemples dans lesquels la Russie a dû faire usage de la force militaire afin de protéger sa place d'hégémon dans la région. C'est le cas en 2008 en Géorgie, où une intervention militaire de grande ampleur a été menée afin de stopper les « mouvances occidentales » dans le pays. À terme, la Russie a établi des bases militaires en Abkhazie afin de garder un contrôle sur le pays et réaffirmer sa place de leader dans cette région. En conservant une présence militaire dans un de ses pays voisins, l'Etat russe bloque ainsi le processus d'intégration de l'OTAN ce qui lui permet de protéger son espace vital. Comme l'analyse le *Foreign Policy* de 2023, l'usage de la force n'est qu'un fait diplomatique permettant de « *baliser les limites de la sphère d'influence post-soviétique* ». Dans la continuité de cette idée, l'annexion de la Crimée en 2014 ainsi que l'intervention militaire récente de 2022 s'expliquent comme le prolongement de la politique étrangère coercitive de la Russie, débutée au début des années 2000.

Récemment, l'exercice Zapad 2025 effectué à la frontière de l'OTAN au Bélarus, est un exemple concret d'intimidation exercée sur les régions occidentalisées d'ex-URSS. Pourtant, si durant les 20 dernières années la Russie n'a rencontré que peu de résistance, la guerre en Ukraine semble avoir initié une nouvelle dynamique. À titre d'exemple, un recul de l'influence russe est à noter en Moldavie

où les gouvernements profitent de la remise en question de sa puissance pour se tourner vers l'Occident ([Calus, 2023](#)). Le gouvernement arménien, habituellement soutenu par la Russie, s'est retrouvé abandonné et dépourvu de soutien russe face à l'Azerbaïdjan mené par la Turquie. Cette tendance intervient après le début de la guerre en Ukraine et est favorisée par deux facteurs : l'incapacité opérationnelle russe de perpétrer sa politique d'actions cinétiques auprès de son étranger proche, et la mobilisation de l'Occident contre l'hégémonie russe dans son « espace vital ». Le Kremlin applique ainsi une diplomatie coercitive ou *diplomatie de fer* dans le seul but de préserver et contrôler son voisinage stratégique.

## B. Ingérences politiques et manœuvres de désinformation dans le voisinage stratégique

La protection de « l'espace vital » russe se matérialise également par des manœuvres d'ingérences politiques et de désinformations dans les politiques internes de ses voisins.

La Russie a l'intention d'écarter les partis pro-européens et favoriser les partis pro-russes. Son objectif est de maintenir un contrôle sur les anciennes républiques soviétiques pour les garder dans sa sphère d'influence. Cette stratégie repose sur des moyens divers : financement des partis ou mouvements politiques pro-russes, pression sur l'opposition et les médias, rémunération d'électeurs ciblés pour voter le « bloc patriotique russe » ([France Culture, 2024](#)), et manipulation des scrutins dans le but d'influencer les processus démocratiques.

Les gouvernements de Moldavie et Géorgie, deux anciennes Républiques soviétiques, ont accusé la Russie d'ingérences lors des élections tenues dans les deux pays, apportant des preuves d'interventions financières dans les campagnes électorales, comme le soutien clandestin à des mouvements conservateurs et religieux pour contrer les valeurs progressistes occidentales comme les droits LGBTQIA+. Cette intervention de la Russie peut être perçue comme s'inscrivant dans la continuité du concept de la « Troisième Rome », dans lequel elle se présente comme vecteur d'influence moralisateur et défenseur des valeurs « traditionnelles » sur les conservatismes de tous les continents. En 2024, le Parlement européen avait fait appel à de nouvelles élections législatives en Géorgie, pays candidat à l'adhésion de l'UE, dénonçant des « violations électorales, y compris des cas documentés d'intimidation d'électeurs, de manipulation des votes, et d'interférence avec les observateurs électoraux et les médias » ([Parlement européen, 2024](#)).

Pour discréditer les partis pro-européens, la Russie a exploité les réseaux sociaux, notamment TikTok, afin de diffuser des campagnes de désinformation. Selon le média France 24 ([France 24, 2025](#)), entre janvier et juillet 2025, la plateforme a démantelé 3 opérations ciblant des populations russophones de Moldavie. Ces campagnes s'appuient sur des influenceurs locaux, pour relayer les messages de Moscou et véhiculer des discours hostiles à l'encontre de l'Union Européenne. Le Parlement européen a reconnu le rôle de la Russie dans les processus démocratiques de la Géorgie en 2024, par le biais de la désinformation, pour attiser la xénophobie et le sentiment anti-européen.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Moscou diffuse des récits de désinformation pour « faire croire qu'elle a été contrainte d'envahir l'Ukraine, parce que celle-ci était devenue une marionnette des Etats-Unis et de l'OTAN », explique Sophia Freuden dans une interview accordée à Euronews ([Euronews, 2025](#)), rejoignant ainsi la pensée russe de protéger son « espace vital ».

D'après Euronews, les anciens États soviétiques et les pays Balkans sont les principales cibles du réseau de désinformation du Kremlin, utilisant entre autres le média Pravda pour diffuser de la propagande pro-russe. La Russie concentre ses efforts sur les pays géographiquement proches, dans le cadre d'une stratégie d'expansion territoriale comme moyen de renforcer sa puissance, justifiée au nom de sa prétendue survie.

## C. Créer des dépendances structurelles : un levier de pression bilatérale

Créer des dépendances structurelles chez ses pays voisins constitue en outre un levier de pression bilatérale important pour la Russie, toujours dans le but de contrôler sa région pour protéger la Fédération.

Depuis 2022, la Russie a eu recours à plusieurs reprises à l'arme gazière comme outil de pression politique et économique envers des États dont les intérêts s'éloignent de ceux de la Fédération. Le cas de la Moldavie constitue un exemple particulièrement révélateur. Selon le Wilson Center, la Russie a engagé une série d'actions de représailles, à la suite de la défaite des forces politiques pro-russes lors de l'élection présidentielle de 2020, puis des élections législatives de 2021. Officiellement, le différend porte sur des factures de gaz impayées, Gazprom réclamant une dette estimée à 770 millions de dollars. Toutefois, un audit international mené en 2023 a établi que la part effectivement imputable à celui-ci ne s'élevait qu'à 8,6 millions de dollars, le reste correspondant à la Transnistrie, qui disposait historiquement de contrats et de comptes de facturation distincts. Malgré ces conclusions, Gazprom a refusé de reconnaître cette évaluation et a maintenu ses revendications ([Wilson Center, 2022](#)).

Alors que le conflit en Ukraine s'intensifie à partir de février 2022, la Russie réduit d'environ 30% ses exportations de gaz à destination de la Moldavie. Cette diminution est justifiée par des difficultés techniques liées au transit du gaz via les infrastructures ukrainiennes. Cependant, selon l'OSW, ces arguments relèvent davantage du prétexte que d'une contrainte réelle, la décision s'inscrivant avant tout dans une volonté politique de fragiliser le gouvernement moldave prooccidental et de freiner son rapprochement avec l'Union européenne ([Catus, 2022](#)). Le point culminant de cette confrontation énergétique est atteint le 1<sup>er</sup> janvier 2025, avec la coupure totale des livraisons de gaz russe vers la Moldavie, plongeant le pays dans une situation énergétique critique et privant entièrement la Transnistrie de gaz, malgré les efforts de diversification engagés par Chişinău depuis 2022. Cette coupure s'inscrit également dans une stratégie d'influence en amont des élections législatives de 2025, visant à affaiblir le pouvoir en place et à favoriser le retour de forces politiques pro-russes ([Rainsford, 2025](#)).

Outre l'utilisation de l'énergie comme moyen de coercition, la Russie exploite également les dépendances économiques liées aux importations et aux exportations des pays visés. Le cas du Bélarus illustre bien cette situation, plus de 60 % de ses échanges commerciaux dépendent de la Russie, qui est de loin son principal partenaire économique ([Coface, s.d](#)). À cette dépendance commerciale s'ajoute une dépendance financière, la Russie détenant plus de 80 % de la dette bélarusse, ce qui place le pays dans une situation de forte vulnérabilité face aux décisions de Vladimir Poutine ([Institut Montaigne, 2023](#)). En outre, depuis 2021-2022, les deux pays ont engagé un rapprochement politique. La Russie a notamment soutenu le gouvernement d'Alexandre Loukachenko lors des manifestations démocratiques de 2020, contribuant à son maintien au pouvoir ([Reuters, 2022](#)). En contrepartie, le Bélarus a autorisé la Russie à utiliser son territoire et sa frontière avec l'Ukraine pour lancer une offensive en direction de Kiev en février 2022. Ce rapprochement s'est concrétisé par la signature bilatérale, en 2021, d'un plan de rapprochement économique et politique en 28 points, sans pour autant évoquer explicitement une « absorption » du Bélarus par la Russie ([Reuters, 2021](#)).

Dans le prolongement de cette coopération, les deux États ont conclu un traité de défense mutuelle. Le Bélarus a ainsi reçu plusieurs équipements militaires russes, notamment des missiles capables de porter des charges nucléaires ([Reuters, 2023](#)). Enfin, cette alliance repose également sur un volet énergétique et financier. En 2021, la Russie et le Bélarus ont mis en place un marché commun du gaz et du pétrole, permettant à Minsk de bénéficier de prix fixes, non indexés sur les fluctuations du marché ou sur l'inflation ([German economic team, 2024](#)).

## II. Imposer la Russie comme leader incontesté de l'ordre régional eurasiatique

La seconde priorité de la Russie concernant sa politique étrangère réside dans l'objectif de devenir le leader incontesté de l'ordre régional eurasiatique. Développer et imposer la puissance eurasiatique au niveau international permettrait, dans l'idéal poutinien, de proposer une alternative concurrente de l'Occident. Pour cela la Russie use de la diplomatie multilatérale pour créer un espace institutionnel « pro-russe ».

### A. Créer un espace institutionnel « pro-russe »

Moscou tente d'institutionnaliser le leadership russe à travers différents accords et organismes régionaux post-soviétiques. Ces structures permettent à la Russie d'intégrer ses anciens satellites soviétiques pour mieux les contrôler. On peut notamment citer le rôle de l'[Organisation du Traité de Sécurité Collective](#) (OTSC), une alternative directe à l'OTAN. En 2022, l'OTSC, sous l'égide de Moscou, a entrepris une intervention militaire « symbolique » au Kazakhstan. Le pays connaissait une situation de crise interne importante. Dans un contexte de transition politique suite à la démission du président Nursultan Nazarbayev, des émeutes avaient éclaté dans des villes importantes kazakhs. La Russie a utilisé cette intervention pour prouver une « solidarité politique » avec le Kazakhstan et montrer que le pays pouvait confier sa sécurité et sa stabilité interne à Moscou. Rappelons que dans

le cadre de l'OTSC, les pays membres s'engagent à se défendre mutuellement en cas de menaces extérieures et entreprennent des exercices militaires communs régulièrement. La Russie y joue un rôle particulier puisqu'elle détient la majeure partie de la capacité militaire de l'organisation. En ce sens, aucune opération ne peut être menée sans l'accord et les moyens militaires de Moscou. C'est une façon de montrer son leadership au niveau sécuritaire. Le message est simple : le soutien au régime russe en échange d'une garantie sécuritaire interne et externe du pays.

Une autre manière pour la Russie d'imposer son leadership régional est la Communauté des États indépendants ([CEI](#)). Lors du dernier sommet des dirigeants de la CEI, le 10 octobre 2025 à Douchanbé au Tadjikistan, [Vladimir Poutine a affirmé](#) : « La fonction essentielle de la CEI est bien de conserver tout ce que nous avons reçu de l'Union soviétique ». Dans ce cadre, il est intéressant d'aborder la signature de l'accord de libre-échange sur les services et les investissements au sein de la CEI en juin 2023. Cet accord, à l'initiative de la Russie, est signé par l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'objectif est de créer un régime de libre-échange des services, d'accès au marché et d'investissements entre ces pays. Cela permettrait de créer une structure économique régionale autosuffisante et autonome des structures occidentales. La diplomatie russe a joué un rôle important dans la ratification de ces accords, promouvant une intégration économique multilatérale sous son initiative, renforçant ainsi son leadership économique et commercial dans la région. En temps de guerre avec l'Ukraine, et face aux sanctions occidentales, ces accords constituent un véritable outil de résilience et de contournement des sanctions en se concentrant sur des échanges économiques régionaux.

Toujours dans cet objectif d'offrir une alternative économique et commerciale aux institutions occidentales, [la Russie promeut l'Union Économique Eurasiatique](#) (UEE), entré en vigueur en 2015. L'UEE n'est autre qu'un contre-modèle eurasiatique à l'Union européenne. Elle contient 5 États membres : la Russie, le Kazakhstan, le Bélarus, l'Arménie et le Kirghizstan. Elle propose un marché économique commun intégré et un espace de libre-échange non occidental. La Russie y fixe en grande partie les règles du jeu du fait de sa domination économique et politique dans la région. L'UEE se présente également comme un outil de résilience pour la Russie face aux sanctions occidentales. L'objectif de Moscou est d'assurer la modernisation économique de son pays via un marché commun. Au travers de l'économie, la Russie et l'UEE visent à soustraire les pays membres à l'influence européenne.

La Russie veut ainsi assurer un rôle diplomatique, politique et économique central dans la région eurasiatique. On le voit également au travers des différents sommets Russie-Asie centrale. Depuis 2022, Moscou a intensifié l'organisation de ces sommets pour maintenir son influence dans la région, dans un contexte de concurrence croissante d'autres puissances telles que l'Union européenne ou la Chine. Ces sommets permettent à la Russie de fixer l'agenda régional, en ce qui concerne la sécurité régionale, la stabilité politique ou encore la coopération énergétique. Maintenir et accentuer ces sommets après 2022 permet à la Russie de faire passer un message fort : la Russie maintient sa capacité d'initiative et de coordination régionale en Eurasie. Par cette coopération, la Russie détourne l'isolement voulu par l'Occident en préservant des relais diplomatiques et économiques stratégiques, et en se positionnant comme puissance stabilisatrice de la région. En multipliant les rencontres

bilatérales et les sommets régionaux, Vladimir Poutine cherche à s'assurer de la pleine coopération des anciennes républiques soviétiques en Asie centrale.

## B. Le discours anti-occidental comme levier de rassemblement

Au-delà de la mise en place d'un espace institutionnel pro-russe, le Kremlin utilise le discours anti-occidental comme un outil de cohésion lui permettant de projeter sa puissance régionale en Eurasie. La Russie présente l'Occident comme une menace à la fois sécuritaire et culturelle. Elle en fait un récit fédérateur, relayé par ses alliés, pour étendre son influence et mobiliser un public plus large.

A travers le discours russe, l'Occident est décrit comme un adversaire se rapprochant dangereusement de l'« espace vital » soviétique. En 2007, à Munich, Poutine dénonce cette menace sécuritaire dans laquelle l'OTAN gagne de plus en plus d'influence aux frontières de la Russie. Dès 2022, cet argument est utilisé pour justifier l'intervention militaire en Ukraine et entretenir un sentiment d'insécurité dans la sphère russe. ([Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, 2023](#)) Moscou se présente alors comme garant de stabilité régionale et internationale face à un Occident « hostile ». En effet, dans la pensée stratégique russe, le rapprochement de l'Ukraine avec le bloc occidental est perçu comme une menace existentielle qu'il faut contenir. Par exemple, [l'accès aux mers chaudes et aux détroits \(Bosphore, Dardanelles\) est un enjeu géostratégique pour la Russie](#), car il garantit sa sécurité et son influence dans la région, notamment sur le Proche et Moyen-Orient et l'Afrique. Perdre l'Ukraine reviendrait dès lors à perdre à la fois un État tampon et un point d'accès vital vers la mer Noire et la Méditerranée. Il en est de même pour le Bélarus, dont la position proche de Moscou et Kaliningrad (accès à la mer Baltique), en fait à la fois un rempart face à l'alliance transatlantique et un [point d'ouverture stratégique vers le monde, en particulier vers l'Asie](#).

Outre l'aspect sécuritaire, l'Ouest est accusé d'imposer ses normes sociétales et culturelles. Le [rapport Karaganov](#), présenté en juillet 2025 par le politiste Serguei Karaganov, propose un « Code de l'homme russe » pour définir une politique idéologique d'Etat pour la Russie. Cette doctrine décrit le camp occidental comme une civilisation en décadence morale et spirituelle qui menace l'humanité d'« extinction ». Karaganov prête à l'Occident un déclin moral via la promotion de valeurs non traditionnelles comme la dégradation du mariage et de la famille, opposée à l'idéal russe.

Pour diffuser son récit anti-occidental, Moscou s'appuie sur des alliés comme le Bélarus, qui relaient activement la doctrine russe dans les forums multilatéraux ([Intervention du Bélarus à l'ONU, 2024](#)). En 2024, Minsk a intégré cette rhétorique dans sa [stratégie de sécurité nationale](#), identifiant explicitement l'Ouest comme une menace. Ce positionnement confirme l'alignement du Bélarus sur la politique anti-occidentale portée par la Russie. En somme, la Russie cherche à discréditer le bloc ouest et à promouvoir un ordre régional alternatif en Eurasie.

## C. Affirmer une identité eurasiatique commune

Enfin, au-delà de la critique de l'Occident, devenue un thème récurrent dans le discours russe, Moscou cherche à bâtir un projet fédérateur. Ce projet repose sur une identité eurasiatique commune, pensée non pas comme un retour à l'empire, mais comme une construction politique et symbolique. Cette idée se structure autour d'une doctrine que le pouvoir russe a peu à peu intégrée à ses institutions. Trois axes la structurent : l'idée d'une Russie « État-civilisation », la mobilisation des minorités russophones, et la promotion d'une culture commune.

Le concept d'« État-civilisation » constitue le cœur de la démarche. Inspiré notamment par les [travaux de Karaganov](#), il exprime la volonté de présenter la Russie comme un ensemble culturel unique. La Russie n'est pas vue comme un simple État-Nation. Elle est présentée comme une « civilisation de civilisations », où plusieurs cultures différentes coexistent en partageant une « conscience civilisationnelle » et un « esprit commun ». En 2023, cette vision a été institutionnalisée. La nouvelle doctrine de politique étrangère présente la défense d'un « monde multipolaire » et de la promotion d'une identité civilisationnelle russe comme des objectifs officiels. L'État se présente comme le gardien d'une continuité « [historique, culturelle et spirituelle](#) », face à la standardisation normative de l'Occident. De plus, la Russie mobilise la diplomatie religieuse comme vecteur de son identité civilisationnelle, en s'appuyant sur [l'autorité de l'Église orthodoxe](#), afin de renforcer sa légitimité et son influence culturelle, à l'échelle nationale et régionale.

Dans cette même logique, la protection des minorités russes et russophones devient un argument récurrent. Depuis 2014, Moscou s'appuie sur l'idée de « défendre les populations russophones » pour légitimer ses interventions. En Ukraine, l'intervention militaire est alors [justifiée par le devoir de solidarité civilisationnelle](#). Cette rhétorique s'étend aussi dans les États baltes, où la présence de minorités russes sert à [contester les politiques d'intégration linguistique](#) mises en œuvre par les autorités nationales. Au nord du [Kazakhstan](#), la concentration de populations russophones [attire également l'intérêt de la Russie](#). Selon la doctrine *Russkiy Mir* dont s'inspire l'État russe depuis les années 1990, la diaspora ne représente pas seulement un groupe ethnique à protéger. Elle est vue comme une extension du monde russe, justifiant le sentiment d'intervention politique et culturelle aux yeux du pouvoir.

En parallèle, la Russie entretient une influence culturelle qui renforce l'idée d'un espace eurasiatique commun. L'agence Rossotroudnitchestvo, les « Maisons russes », ou encore les réseaux universitaires et médiatiques permettent la diffusion de la langue, de la culture et des valeurs russes. Leur action dépasse la diplomatie culturelle classique : elle vise à entretenir le sentiment d'appartenance à une communauté civilisationnelle partagée et à promouvoir un modèle alternatif à celui de l'Occident. Ce projet passe aussi par la réactivation du récit historique. En valorisant ses grandes figures historiques et en rappelant sa « mission » civilisationnelle, la Russie cherche à créer une histoire commune. L'objectif est de construire un imaginaire eurasiatique commun et de renforcer la cohésion régionale afin de dépasser les divisions nées après la chute de l'URSS.

## Conclusion

Depuis la chute de l'URSS, mais davantage depuis la deuxième guerre en Tchétchénie en 1999, l'intervention militaire russe en Géorgie en 2008, et plus récemment la guerre en Ukraine depuis 2022, la politique étrangère russe se concentre sur la protection de son territoire contre les menaces extérieures. Les fondements de cette politique impliquent le contrôle de son « espace vital », matérialisé par son « étranger proche ».

Dans un premier temps, ce rapport montre que Moscou applique une diplomatie coercitive afin de garder un contrôle sur son « étranger proche ». La Russie nourrit une relation de domination avec ce dernier en créant des dépendances structurelles, sécuritaires et économiques. Cela lui permet de conserver un avantage stratégique sur l'espace post-soviétique, et d'activer ainsi les leviers nécessaires pour le contrôler, quitte à faire usage de la force. Afin de rester le leader incontesté dans cette région, Moscou fait usage d'ingérence politique et de manœuvres de désinformation. À travers des financements de campagnes, elle oriente l'espace politique de son « étranger proche ». L'utilisation des réseaux sociaux et de l'espace médiatique permet à Moscou de diffuser un discours pro-russe afin de discréditer l'Occident. Toujours dans cette volonté de préserver et contrôler son « espace vital », la Russie n'hésite pas à faire pression sur les Etats de l'ex-URSS en utilisant leur dépendance énergétique.

Dans un second temps, cette étude montre que derrière ces outils diplomatiques contraignants pour ses voisins, l'Etat Russe cherche à s'imposer comme leader incontesté de l'espace eurasiatique. Dans le but de créer un espace institutionnel « pro-russe », Moscou tente d'ancrer son leadership à travers différents accords et organismes régionaux post-soviétiques comme l'OTSC, la CEI ou l'UEE. En créant un espace commun facilitant l'échange politique et économique, la Russie oriente naturellement son « étranger proche » dans un espace institutionnel au sein duquel elle exerce son autorité. En s'appuyant sur un discours anti-occidental assumé, Moscou cherche à affirmer une identité eurasiatique commune, en promouvant une histoire, une religion et une langue commune. Prenant pour ligne directrice la défense des valeurs traditionnelles, Moscou promeut une stratégie d'intégration régionale eurasiatique souveraine et résiliente. Ce projet d'intégration régionale inspiré par la théorie de Karaganov repose sur l'idée d'une Russie « État-civilisation », la mobilisation des minorités russophones, et la promotion d'une culture commune.

Ainsi, la politique étrangère russe s'articule autour d'une diplomatie coercitive qui lui permet de contrôler son « étranger proche » grâce à des leviers de pressions basés sur une dépendance sécuritaire, énergétique et économique. Moscou utilise des méthodes cinétiques mais aussi de la désinformation et fait preuve d'ingérence dans le but de s'imposer comme leader régional et international.

## Annexes



Figure 1 - Cartographie représentation le niveau d'intégration des pays voisins par rapport à la Russie

## Leadership et influence russe dans l'étranger proche et l'environnement eurasiatique (synthèse – 1 page)

Groupe	Pays	Cadres Institutionnels	Manœuvres d'influence menées	Dép. sécur.	Dép. éner.	Influence réelle	
Intégration forte	<b>Bélarus</b>	Union RB, OTSC, UEE, CEI	Très élevées	Très élevée	Très élevée	Très élevée	
	<b>Tadjikistan</b>	OTSC, CEI	Élevées	Très élevée	Moyenne	Très élevée	
	<b>Kirghizistan</b>	OTSC, UEE, CEI	Élevées	Élevée	Moyenne	Élevée	
Intégration intermédiaire	Kazakhstan	OTSC, UEE, CEI	Moyennes	Moyenne	Faible	Moyenne	
	Arménie	UEE, CEI (OTSC gelée)	Moyennes	Moyenne	Élevée	Moyenne	
	Ouzbékistan	CEI (coop.)	Faibles-moy.	Faible	Faible	Faible-moy.	
	Moldavie	CEI (retail)	Moyennes	Faible	Moyenne	Faible-moy.	
	Serbie	Bilatéral	Moyennes	Faible-moy.	Élevée	Moyenne	
	Mongolie	Partenariats bilatéraux	Faibles	Très faible	Faible	Faible-moy.	
	Faible / rejet	<b>Ukraine</b>	-	Très élevées	Très faible	Très faible	Très faible
		<b>Géorgie</b>	-	Élevées	Très faible	Très faible	Très faible
		<b>Pologne</b>	-	Faibles-moy.	Très faible	Très faible	Très faible
		<b>Roumanie</b>	-	Faibles-moy.	Très faible	Très faible	Très faible
<b>Estonie</b>		-	Moyennes	Très faible	Très faible	Très faible	
<b>Lettonie</b>		-	Moyennes	Très faible	Très faible	Très faible	
<b>Lituanie</b>		-	Moyennes	Très faible	Très faible	Très faible	
<b>Finlande</b>	-	Faibles-moy.	Très faible	Très faible	Très faible		

Lecture : colonne Pays : violet = influence russe dominante ; bleu = influence occidentale dominante ; blanc = position intermédiaire. Colonne Influence réelle : rouge foncé = très élevée ; rouge = élevée ; orange = moyenne ; saumon = faible-moyenne ; blanc = position intermédiaire.

## Bibliographie

*Belarus' increasing economic dependence on Russia.* (s. d.). <https://www.german-economicteam.com/en/newsletter/belarus-increasing-economic-dependence-on-russia/>

*Bélarus : un État vassalisé par Moscou, acteur ambigu de la guerre en Ukraine.* (s. d.). Institut Montaine.

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/belarus-un-etat-vassalise-par-moscou-acteurambigu-de-la-querre-en-ukraine>

*Belarus starts taking delivery of Russian nuclear weapons.* (s. d.).

<https://www.reuters.com/world/europe/belarus-has-started-taking-delivery-russian-tacticalnuclear-weapons-president-2023-06-14/>

*Biélorussie.* (s. d.). Coface.

<https://www.coface.com/fr/actualites-economie-conseils-d-experts/tableau-de-bord-des-risqueseconomiques/fiches-risques-pays/bielorussie>

Całus, K. (2023, 7 mars). *More independence, less fear. Moldova's perspective on Russia after a year of war in Ukraine.* OSW Centre For Eastern Studies. <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-02-20/more-independence-less-fear-moldovas-perspective-russia-after>

Całus, K. (2022, 14 octobre). *Gazprom cuts supplies to Moldova and threatens to cancel contract.* OSW Centre For Eastern Studies. <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2022-10-13/gazprom-cuts-supplies-to-moldovaand-threatens-to-cancel-contract>

Chamontin, L. (s. d.). *Ukraine et Russie. Géopolitique de l' "Etranger proche"*.

<https://www.diploweb.com/2-Geopolitique-de-l-Etranger.html>

*Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie.* (s. d.). <https://www.mid.ru/ru/detail-material-page/1860586/?lang=fr>

*Déclaration « Sur l'inadmissibilité de la politique répressive menée par les dirigeants de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie à l'égard de la population russophone »* . (s. d.). Douma d'État. <http://duma.gov.ru/news/56904/>

Derdevet, M. (2023b, février 21). *Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine accuse l'Occident de vouloir « en finir » avec la Russie.* *France Inter.* <https://www.radiofrance.fr/franceinter/guerre-en-ukraine-vladimir-poutine-accuse-l-occident-devouloir-en-finir-avec-la-russie-5611987>

*Désinformation : en Moldavie, des élections sous influence russe.* (s. d.). France 24.

<https://www.france24.com/fr/europe/20250925-d%C3%A9information-en-moldavie-des%C3%A9lections-sous-influence-russe>

*Discours du président de la Fédération de Russie.* (s. d.). Président de la Russie.  
<http://kremlin.ru/events/president/news/67843>

École normale supérieure de Lyon. (s. d.). *Étranger proche de la Russie et Communauté des États indépendants (CEI)*. Géoconfluences. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/etranger-proche-et-cei>

École normale supérieure de Lyon. (s. d.). *Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)*. Géoconfluences. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/organisation-du-traite-de-securite-collective-otsc>

*EuroVerify : quels pays européens sont les plus exposés à la désinformation russe ?* (2025, 18 avril). Euronews. <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/04/18/euroverify-quels-pays-europeens-sont-les-plus-exposes-a-la-desinformation-russe>

*How the Russian Orthodox Church became a weapon of political warfare.* (s. d.). <https://www.fpri.org/article/2025/10/how-the-russian-orthodox-church-became-a-weapon-of-political-warfare/>

*In Kazakhstan, Putin again seizes on unrest to try to expand influence.* (s. d.). The New York Times. <https://www.nytimes.com/2022/01/06/world/asia/kazakhstan-putin-russia.html>

Jégo, M. (2025, 11 octobre). Vladimir Poutine tente de maintenir l'influence russe en Asie centrale. *Le Monde.fr*.  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/11/vladimir-poutine-tente-de-maintenir-linfluence-russe-en-asie-centrale\\_6645747\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/11/vladimir-poutine-tente-de-maintenir-linfluence-russe-en-asie-centrale_6645747_3210.html)

Kazakhstan : nouvelle victoire pour Vladimir Poutine ? (s. d.). SciencesPo.  
[https://sciencespo.hal.science/hal-03643286v1/file/2022-0214\\_Balci\\_Kazakhstan\\_nouvelle\\_victoire\\_pour\\_Vladimir\\_Poutine.pdf](https://sciencespo.hal.science/hal-03643286v1/file/2022-0214_Balci_Kazakhstan_nouvelle_victoire_pour_Vladimir_Poutine.pdf)

Larente-Richer, E. (2018, 24 septembre). L'Union économique eurasiennne sous le spectre de la Russie. *Perspective Monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/2553>

*La Russie dans l'espace post-soviétique : quelles stratégies d'influence ?* - IRIS. (2025, 11 juillet). IRIS.  
<https://www.iris-france.org/la-russie-dans-lespace-post-sovietique-quelles-strategies-dinfluence/>

*Le Parlement appelle à de nouvelles élections en Géorgie | Actualité | Parlement européen.* (s. d.).  
<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20241121IPR25549/le-parlement-appelle-ade-nouvelles-elections-en-georgie>

L'Union économique eurasiatique : quelles ambitions russes ? quels résultats ? (s. d.). *Les Jeunes IHEDN.*  
[https://jeunes-ihedn.org/wp-content/uploads/2020/11/LJI\\_UEE-ambitions-russesresultats\\_Constance-GAUTHIER\\_112020.pdf](https://jeunes-ihedn.org/wp-content/uploads/2020/11/LJI_UEE-ambitions-russesresultats_Constance-GAUTHIER_112020.pdf)

*Meeting with permanent members of the Security Council.* (2023b, mars 31). President Of Russia.  
<http://en.kremlin.ru/events/president/news/70810>

OTSC : Une alliance militaire pour quoi faire ? (2022, 1 juillet). Ifri.  
<https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/otsc-une-alliance-militaire-pour-quoi-faire>

Président de la République du Bélarus. (2023, 6 avril). *Session du Conseil suprême de l'Union du Bélarus.* Portail Internet Officiel de L'Union du Bélarus.  
<https://president.gov.by/en/events/zasedanie-vysshego-gosudarstvennogo-soveta-soyuznogogosudarstva-1680854988>

*Putin and Lukashenko dwell on cooperation, not Ukraine war, after summit.* (s. d.).  
<https://www.reuters.com/world/europe/putin-heads-belarus-amid-fears-new-assault-ukraine-202212-19/>

*Quels sont les effets de la guerre en Ukraine sur l'espace ex-soviétique ?* (2023, 7 février). Ifri.  
<https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/quels-sont-les-effets-de-la-guerre-en-ukraine-sur-lespace-ex>

Rainsford, S. (2025, 1 janvier). *Moldova faces energy crisis as flow of Russian gas ends.*  
<https://www.bbc.com/news/articles/cy8ymx50kz8o>

Rédaction, L. (2025, 17 octobre). A Douchanbé, Vladimir Poutine et les pays d'Asie centrale ont posé leurs marques. *Novastan France.*  
<https://novastan.org/fr/decryptage/a-douchanbe-vladimir-poutine-et-les-pays-dasie-centrale-ontpose-leur-marques/>

*Russia and Belarus agree closer energy, economic integration.* (s. d.).  
<https://www.reuters.com/world/russia-belarus-agree-closer-energy-economic-integration-2021-0909/>

*Russia's Energy Cutoff of Moldova : Crisis or Opportunity.* (2025, 8 janvier). Wilson Center.  
<https://www.wilsoncenter.org/blog-post/russias-energy-cutoff-moldova-crisis-or-opportunity>

*Russia's living idea-dream.* (s. d.). <https://svop.ru/wp-content/uploads/2025/09/russias-living-idea-dream.pdf>

Saillofest, M. (2025, 16 octobre). *L'empire de Poutine et la CEI : le sommet de Douchanbé.* Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/10/16/lempire-de-poutine-et-la-communaute-des-etats-independants-que-retenir-du-sommet-de-douchanbe/>

*Site officiel de Rossotrudnchestvo.* (s. d.-b).

<https://india-new-delhi.rs.gov.ru/en/doc/deecree-of-the-president-of-the-russian-federation-of-november-9-2022-no-809/>

*Signature des accords sur l'intégration de la RPD, de la RPL, des régions de Zaporijia et de Kherson à la Fédération de Russie.* (s. d.-b). Président de la Russie. <http://www.kremlin.ru/events/president/news/69465>

*Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy.* (2007b, février 10). President Of Russia. <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>

Tajikistan News ASIA-Plus. (s. d.).

<https://asiaplustj.info/en/news/tajikistan/economic/20250311/world-bank-tajikistan-leads-in-remittance-share-of-the-economy> )Vérot, M. (2024, 24

octobre). La Géorgie aux urnes pour se choisir un destin sous l'ombre de Moscou. *France Culture.*

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/la-georgie-auxurnes-pour-se-choisir-un-destin-sous-l-ombre-de-moscou-5726762>

*Valdai Discussion Club meeting.* (2024b, novembre 7). President Of Russia.

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/75521>

Young, B. R. (2022, 6 mars). Putin Has a Grimly Absolute Vision of the 'Russian World'. *Foreign Policy.*

<https://foreignpolicy.com/2022/03/06/russia-putin-civilization/>

Zecchini, L. (2010, 4 juin). Vladimir Poutine dénonce l'unilatéralisme américain. *Le Monde.fr.*

[https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/02/12/m-poutine-denonce-l-unilateralismeamericain\\_866329\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/02/12/m-poutine-denonce-l-unilateralismeamericain_866329_3222.html)

**EGE** Ecole de Guerre  
Economique

**EGE** Ecole de Guerre  
Economique

Ecole de Guerre Economique

196 rue de Grenelle, 75007 Paris

[ege.fr](http://ege.fr)



AEGE – Le réseau d'experts en intelligence économique

[aege.fr](http://aege.fr)

[portail-ie.fr](http://portail-ie.fr)

[infoguerre.fr](http://infoguerre.fr)